

RÉSULTATS DES VOTES

Signification des abréviations et des symboles	
+	adopté
-	rejeté
↓	caduc
R	retiré
AN (... , ... , ...)	vote par appel nominal (voix pour, voix contre, abstentions)
VE (... , ... , ...)	vote électronique (voix pour, voix contre, abstentions)
div	vote par division
vs	vote séparé
am	amendement
AC	amendement de compromis
PC	partie correspondante
S	amendement suppressif
=	amendements identiques
§	paragraphe
art	article
cons	considérant
PR	proposition de résolution
PRC	proposition de résolution commune
SEC	vote au scrutin secret

1. Nomination d'un membre de la Commission européenne

(Vote au scrutin secret (article 180 bis, paragraphe 1, du règlement))

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote: nomination		+	517, 77, 89

2. Accord-cadre entre l'Union européenne et le Kosovo établissant les principes généraux de la participation du Kosovo aux programmes de l'Union ***

Recommandation: Ulrike Lunacek (A8-0207/2017)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote: approbation	AN	+	535, 99, 62

3. Mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation – demande EGF/2017/001 ES/Castilla y León mining - Espagne

Rapport: Monika Vana (A8-0248/2017) (majorité des membres qui composent le Parlement requise et 3/5 des suffrages exprimés)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote unique	AN	+	602, 86, 9

4. Normes européennes pour le XXI^e siècle

Rapport: Marlene Mizzi (A8-0213/2017)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote unique	AN	+	629, 34, 33

5. Vers un cadre paneuropéen des obligations garanties

Rapport: Bernd Lucke (A8-0235/2017)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote unique	AN	+	543, 99, 56

6. Le rôle du tourisme lié à la pêche dans la diversification du secteur de la pêche

Rapport: Renata Briano (A8-0221/2017)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote unique	AN	+	599, 33, 67

7. Délais de prescription pour les accidents de la route

Rapport: Pavel Svoboda (A8-0206/2017) (majorité des membres qui composent le Parlement requise)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote unique	AN	+	558, 69, 73

8. Normes minimales communes des procédures civiles

Rapport: Emil Radev (A8-0210/2017) (majorité des membres qui composent le Parlement requise)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote unique	AN	+	545, 79, 71

9. Assistance macrofinancière à la République de Moldavie ***I

Rapport: Sorin Moisă (A8-0185/2017)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de rejet de la proposition de la Commission					
Proposition de rejet de la proposition de la Commission	8	EFDD	AN	-	96, 583, 20
Accord provisoire					
Accord provisoire	6	commission	AN	+	575, 76, 46
Déclaration commune	7	commission		+	

Demandes de vote par appel nominal

EFDD: amendement 8

10. Communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices ***I

Rapport: Hugues Bayet et Evelyn Regner (A8-0227/2017)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de rejet de la proposition de la Commission	68	EFDD	AN	-	43, 625, 30
Amendements de la commission compétente - vote en bloc	1-7 9-15 17 19 21-25 27 29-31 33-44 47-48 50-58	commission		+	
Amendements de la Commission compétente - votes	8	commission	div		
			1	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
séparés			2/VE	-	326, 367, 3
	20	commission	div		
			1	+	
			2/VE	+	389, 300, 6
Article 48 ter, § 1, sous-§ 1	60	EFDD	AN	-	313, 381, 2
	75	GUE/NGL		-	
	26	commission		+	
Article 48 ter, § 3, sous-§ 1	61rev	EFDD	AN	-	313, 382, 1
	76	GUE/NGL		-	
	28	commission		+	
Article 48 ter, § 5, point a	62	EFDD	AN	-	313, 380, 3
	77	GUE/NGL		-	
	32	commission		+	
Article 48 ter, § 2	63	EFDD		-	
	64	EFDD		-	
	65	EFDD	AN	+	374, 320, 2
Article 48 ter, § 3, après le sous-§ 3	83	S&D	VE	+	353, 331, 14
	45	commission		↓	
Article 48 ter, § 3, après le sous-§ 3	84	S&D	AN	-	284, 392, 21
	85	S&D	AN	-	330, 356, 10
	69rev	PPE	div		
			1/VE	+	372, 211, 113
			2	+	
	46	commission	div		
			1	↓	
			2	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Article 48 ter, § 3, après le sous-§ 3	86	S&D	AN	-	332, 353, 11
	70rev	PPE	VE	+	346, 211, 133
	49	commission		↓	
Article 48 ter, § 3, après le sous-§ 3	81	GUE/NGL		-	
Considérant 1	71	GUE/NGL		-	
Considérant 6	16	commission		+	
	72	GUE/NGL		↓	
Considérant 9	18	commission		+	
	73	GUE/NGL		↓	
	59	EFDD	AN	↓	
Après le considérant 9	82	S&D	VE	+	355, 334, 7
vote: proposition de la Commission			AN	+	534, 98, 62

Demandes de vote par appel nominal

EFDD: amendements 59, 60, 61, 62, 65, 68

S&D: amendements 84, 85, 86

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 8

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion de: "Le projet BEPS n'a pas pleinement concrétisé l'engagement que les ministres des finances du G20 avaient pris à Saint Pétersbourg en septembre 2013, lorsqu'ils avaient déclaré que «les bénéfices devraient être imposés là où les activités économiques qui sont à l'origine de ces bénéfices sont exercées et où la valeur est créée»¹⁹ bis. Le fait que le processus BEPS ne soit pas parvenu à atteindre ses objectifs initiaux souligne l'importance d'intensifier la communication d'informations au niveau national pour toutes les multinationales."

2ème partie

ces termes

amendement 20

1ère partie

"Il convient d'inscrire dans un registre public géré par la Commission les cas de manquement par des entreprises et des succursales aux obligations de déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices, qui donnent lieu à des sanctions imposées par les États membres conformément à la directive 2013/34/UE."

2ème partie

"Ces sanctions pourraient comprendre, entre autres, des amendes administratives ou l'exclusion d'appels d'offres publics et de l'octroi de financements en provenance des fonds structurels de l'Union."

S&D:

amendement 46

1ère partie "Les États membres subordonnent ce type d'omission à une autorisation préalable de l'autorité nationale compétente. L'entreprise demande chaque année une nouvelle autorisation auprès de l'autorité compétente, qui se prononcera sur la base d'une nouvelle évaluation de la situation."

2ème partie "Lorsque les informations omises ne satisfont plus à l'exigence prévue à l'alinéa 3 bis, elles sont immédiatement mises à la disposition du public."

amendement 69

1ère partie "Les États membres subordonnent ce type d'omission à une autorisation préalable de l'autorité nationale compétente. L'entreprise demande chaque année une nouvelle autorisation auprès de l'autorité compétente, qui se prononcera sur la base d'une nouvelle évaluation de la situation."

2ème partie " Lorsque les informations omises ne satisfont plus à l'exigence prévue à l'alinéa 3 bis, elles sont immédiatement mises à la disposition du public. À compter de la fin de la période de confidentialité, l'entreprise doit également communiquer rétroactivement, sous la forme d'une moyenne arithmétique, les informations requises au titre du présent article pour les années précédentes couvertes par la période de non-divulgence."

Divers

Les amendements 66, 67, 74, 78, 79 et 80 ont été retirés.

11. Introduction de mesures commerciales autonomes temporaires en faveur de l'Ukraine *I**

Rapport: Jarosław Wałęsa (A8-0193/2017)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de rejet					
Proposition de rejet	24	ENF	AN	-	79, 585, 23
Accord provisoire					
Accord provisoire	22	commission	AN	+	566, 96, 28
Déclaration de la Commission	23	commission		+	

Demandes de vote par appel nominal

ENF: amendement 24

12. Projet de budget rectificatif n° 2 au budget général 2017 - budgétisation de l'excédent de l'exercice 2016

Rapport: Jens Geier (A8-0229/2017)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 8	1	S&D	VE	+	553, 107, 31
§ 9	§	texte original	AN	+	648, 13, 33
vote: résolution (ensemble du texte)			AN	+	556, 79, 61

Demandes de vote par appel nominal
ECR: § 9

13. Une durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises

Rapport: Pascal Durand (A8-0214/2017)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote: résolution (ensemble du texte)	AN	+	662, 32, 2

14. Appréhender les violations des droits de l'homme dans le contexte des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, dont le génocide

Rapport: Cristian Dan Preda (A8-0222/2017)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote: résolution (ensemble du texte)	AN	+	541, 32, 119

15. Sociétés de sécurité privées

Rapport: Hilde Vautmans (A8-0191/2017)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 4	§	texte original		+	modifié oralement
vote: résolution (ensemble du texte)			AN	+	530, 147, 19

Divers

Le rapporteur a proposé l'amendement oral suivant au § 4:

“4. souligne qu’aucune activité nécessitant l’usage de la force et/ou la participation active à des hostilités ne devrait être sous-traitée à des sociétés de sécurité privées, sauf à des fins de légitime défense, et qu’on ne saurait, en aucune circonstance, autoriser des sociétés de sécurité privées à participer ou à procéder à des interrogatoires; souligne que, dans le domaine de la sécurité et de la défense de l’Union, la priorité est de renforcer les armées nationales, que les sociétés de sécurité privées ne peuvent que compléter sans aucune autorité sur les décisions stratégiques; souligne que toute participation de sociétés de sécurité privées à des opérations militaires doit se justifier, poursuivre des objectifs clairs vérifiables au moyen d’indicateurs concrets, disposer d’un budget exhaustif détaillé ainsi que d’une date de début et de fin précise, et respecter un code éthique strict; signale que le travail des forces armées et des forces de sécurité à l’étranger est essentiel pour le maintien de la paix et la prévention des conflits, ainsi que pour la reconstruction sociale et la réconciliation nationale ultérieure;“

16. Conditions de travail et emploi précaire

Rapport: Neoklis Sylikiotis (A8-0224/2017)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution de remplacement	2	ENF	AN	-	65, 622, 4
§ 5	§	texte original	vs/VE	-	335, 344, 11
§ 6	1	+ de 76 députés		-	
	§	texte original	vs/VE	+	375, 298, 21
§ 9	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	+	408, 277, 5
§ 10	§	texte original	vs/VE	-	306, 375, 8

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 24	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	+	351, 316, 24
§ 27	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	-	276, 405, 7
§ 31	§	texte original	div		
			1/AN	+	518, 153, 23
			2/AN	+	446, 213, 28
§ 34	§	texte original	div		
			1/AN	+	547, 78, 65
			2/AN	+	386, 273, 32
§ 45	§	texte original	div		
			1/AN	+	652, 19, 19
			2/AN	+	474, 165, 52
§ 46	§	texte original	vs	-	
§ 58	§	texte original	vs	+	
vote: résolution (ensemble du texte) (commission EMPL)			AN	+	504, 111, 59

Demandes de vote par appel nominal

ENF: amendement 2

S&D: §§ 31, 34, 45

Demandes de vote séparé

Députés: §§ 5, 6, 10, 46, 58

Demandes de votes par division

Députés:

§ 9

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion de: "l'équilibre entre flexibilité et sécurité" et "l'allègement de la charge administrative pour les employeurs"

2ème partie ces termes

§ 24	
<i>1ère partie</i>	Ensemble du texte à l'exclusion de: "et qu'elles ne doivent en aucun cas être utilisées de manière abusive en tant que mécanismes de contrôle des migrations"
<i>2ème partie</i>	ces termes
§ 27	
<i>1ère partie</i>	Ensemble du texte à l'exclusion de: "la Commission et"
<i>2ème partie</i>	ces termes
§ 31	
<i>1ère partie</i>	"invite la Commission à procéder à sa révision ciblée de la directive sur le détachement des travailleurs et à revoir la directive sur les travailleurs intérimaires afin de garantir les droits sociaux fondamentaux pour tous les travailleurs"
<i>2ème partie</i>	"y compris l'égalité de salaire pour un même travail sur un même lieu de travail;"
§ 34	
<i>1ère partie</i>	"constate qu'étant donné le nombre de travailleurs, essentiellement des jeunes, qui quittent aujourd'hui leur pays d'origine pour d'autres États membres en quête de possibilités d'emploi, il faut élaborer de toute urgence des mesures appropriées visant à garantir que tout travailleur bénéficie d'une protection sociale et des droits du travail; demande à cet égard à la Commission et aux États membres d'améliorer davantage la mobilité des travailleurs européens tout en respectant le principe d'égalité de traitement, en garantissant les salaires et les normes sociales et en assurant la pleine transférabilité des droits sociaux;"
<i>2ème partie</i>	"invite chaque État membre à établir des politiques sociales et de l'emploi favorisant l'égalité des droits et des salaires sur un même lieu de travail;"
§ 45	
<i>1ère partie</i>	"invite la Commission et les États membres à lutter contre les emplois non déclarés, les faux indépendants et toutes les formes d'emploi illégales qui menacent les droits des travailleurs et les systèmes de sécurité sociale;"
<i>2ème partie</i>	"rappelle son point de vue selon lequel la prévention des contrats «zéro heure» devrait être prise en compte dans toutes les politiques de l'emploi futures;"